



Les « planificateurs centraux » affaiblissent l'Allemagne – Entretien d'Auf1 avec le professeur Richard Werner



L'Allemagne, qui était autrefois championne du monde des exportations, se retrouve aujourd'hui en queue de peloton des pays industrialisés en matière de croissance économique. Stefan Magnet, d'Auf1 TV, analyse les causes de ce déclin et le rôle joué par les banques centrales dans ce contexte, en compagnie du professeur Richard Werner, un expert du secteur bancaire.

L'Allemagne était autrefois considérée comme la « championne du monde de l'exportation » et figurait parmi les principales puissances économiques mondiales. Aujourd'hui, ce pays occupe la dernière place parmi tous les pays industrialisés. La population active souffre d'une forte inflation, de la hausse des coûts de l'énergie, de la pénurie de logements et de l'augmentation des loyers. Beaucoup de gens craignent de perdre leur emploi. Le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter et s'élevait à 16,1 % en 2025, c'est-à-dire 13,3 millions de personnes.

Comment en est-on arrivé là ? Le déclin de l'économie allemande résulte-t-il uniquement de l'incapacité des responsables politiques allemands, qui prennent de mauvaises décisions économiques ? Ou bien est-ce la faute de Poutine et de la guerre en Ukraine ?

Le rédacteur en chef d'Auf1, Stefan Magnet, a interrogé à ce sujet l'économiste Richard Werner, qui connaît de l'intérieur le système monétaire et le fonctionnement des banques centrales. Dans l'interview qui suit, il explique comment les « planificateurs centraux » contrôlent totalement les événements mondiaux, depuis la Première Guerre mondiale jusqu'au Covid, en passant par la question de la souveraineté de l'Allemagne et l'effondrement de l'économie allemande. Selon le professeur Werner, le déclin de l'Allemagne n'est pas le fruit du hasard, mais bien le résultat d'une volonté délibérée de la part de ces « planificateurs centraux ».

[Présentateur]

Oui, cher Professeur Werner, merci de nous accorder un peu de votre temps pour que nous puissions nous entretenir aujourd'hui ici, au Bundestag allemand.

[Prof. Werner]

Avec grand plaisir, c'est un honneur pour moi.

[Présentateur]

Vous n'êtes pas seulement un économiste qui parle de choses qu'il a apprises en cours, mais vous êtes quelqu'un qu'on peut vraiment considérer comme un initié. Vous avez été – j'ai brièvement résumé votre parcours à l'intention des téléspectateurs – chercheur invité à la Banque du Japon, chercheur invité au ministère japonais des Finances, économiste en chef,

gestionnaire de fonds, et vous avez siégé au Conseil consultatif de la BCE ; nous y reviendrons. Vos dernières étapes ont été des postes de professeur et des séjours en Chine et au Royaume-Uni ; actuellement, vous êtes également, si je ne m'abuse, à Oxford. Arrivez-vous tout juste de Grande-Bretagne, ou n'y étiez-vous jamais allé ?

[Prof. Werner]

Je me suis rendu à Oxford il y a quelques jours. J'y anime toujours un stage d'été d'une semaine, intitulé « Frontiers in Economics », au sein de mon collège, le Lineker College, et c'est toujours un moment très agréable. C'est tout simplement un cadre magnifique et, l'année dernière, nous avons même reçu la visite d'une ancienne Première ministre. Nous accueillons toujours un groupe de personnes très intéressant, composé d'étudiants, de chercheurs, de doctorants [des collaborateurs scientifiques en phase de thèse], mais aussi de professionnels, de gestionnaires de fonds, et bien sûr de banquiers centraux et de ministres des Finances. Nous avons des responsables politiques ; cette fois-ci, deux députés de pays européens étaient présents. Et bien sûr, l'ambiance est très détendue. On fait aussi du punting [promenade en barque à fond plat sur la rivière] et d'autres activités typiques d'Oxford. En août, il fait généralement très beau et on peut vraiment très bien y prendre du recul par rapport aux grands problèmes du monde, en discuter, les analyser et les remettre en question.

[Présentateur]

Et c'est exactement ce qu'ils font, car ce qui est passionnant, c'est qu'ils évoluent toujours dans des cercles très prestigieux, organisent eux-mêmes des séminaires, des universités d'été et divers événements. Vous avez présenté votre vision du système monétaire et vous êtes pourtant considéré comme un critique très intransigeant de ce système, notamment en ce qui concerne le pouvoir des banques centrales. Dans vos dernières interviews, notamment dans les émissions américaines, j'ai remarqué que vous critiquiez tout particulièrement cette extension des pouvoirs des banques centrales et la numérisation qui l'accompagne. Pourriez-vous imaginer un scénario futur dans lequel on se lancerait d'emblée à fond ? Dans le pire des cas, que craignez-vous pour l'avenir ? Quel est l'objectif des banques centrales et de la numérisation qui y est associée ?

[Prof. Werner]

Oui, il s'agit de... La numérisation en soi est certes, en théorie, un outil neutre, mais elle est fortement encouragée par les planificateurs centraux à leurs propres fins.

[Présentateur]

Quand on maîtrise totalement la numérisation, quand on utilise cet outil neutre à des fins malveillantes, on peut alors contrôler les gens. Il y a quelques années encore, on ne pouvait pas vraiment imaginer ça, car ça semblait très abstrait, mais avec le Covid, nous en avons fait l'expérience. Les personnes qui ne disposaient pas du certificat requis n'étaient pas autorisées à entrer dans un restaurant. Voulez-vous dire que cela pourrait finalement être utilisé contre les gens ?

[Prof. Werner]

Et ce n'est pas tout, ce n'est pas tout, ce n'était qu'un petit avant-goût. Les progrès techniques sont tels qu'il est désormais possible de programmer le système de sorte que, si vous vous rendez dans une librairie et que vous souhaitez acheter un livre, vous ne puissiez justement pas acheter ce livre-là, ou encore décider ce que vous mettrez sur votre pizza. Les

champignons, ça passe encore, mais le salami, c'est interdit, ou peu importe. On peut donc programmer cela en détail et l'adapter sur mesure, de manière personnalisée, à la personne ciblée. Je pense bien sûr que pour la majorité des gens, ce sera automatisé. C'est pour cette raison qu'on construit actuellement partout dans le monde tous ces centres de données, ces centres de données gigantesques. On parle là d'une ampleur inimaginable. Pourquoi ? Parce qu'il y a justement un volume incroyable de données qui arrive en permanence, qui est immédiatement analysé, et aussitôt le choix et la commande apparaissent : est-ce autorisé ou non ? C'est donc ainsi que la majorité des gens devront probablement mener une vie automatisée ; reste à savoir si l'IA le permettra ou non. Les planificateurs centraux y saisissent alors certains modèles. C'est en quelque sorte leur rêve. Certaines personnes, qui se mettent peut-être un peu en avant et sont un peu trop critiques, peut-être comme nous, risquent de faire l'objet d'un traitement particulier, mais ça risque aussi de devenir encore plus désagréable, et c'est justement ce que je considère comme l'objectif principal. Il s'agit de contrôler les gens dans les moindres détails, et c'est justement pour ça qu'il n'y a jamais eu de débat sur la manière dont cette numérisation doit être mise en œuvre, ni sur la façon dont toutes ces possibilités existantes doivent être utilisées. Ainsi, parmi les nombreuses possibilités, on n'en a retenu, jusqu'à présent, qu'une seule, qui concerne le contrôle, le contrôle de la majorité de la population.

[Présentateur]

Cela semble très dystopique. Cela rappelle d'ailleurs la vision d'un avenir totalement contrôlé telle qu'elle est décrite dans divers romans écrits il y a plusieurs décennies – je pense notamment à Orwell –, mais enrichie des possibilités techniques qu'on ne pouvait même pas imaginer il y a 50 ou 100 ans.

[Prof. Werner]

Et qu'Orwell non plus n'aurait pas pu imaginer, exactement.

[Présentateur]

Je compte bien revenir plus en détail sur ce point vers la fin de notre entretien, mais pour l'instant, j'aimerais prendre un peu de recul. Où en sommes-nous arrivés pour que, surtout les Européens épris de liberté, acceptent tout cela ? Vous étiez en effet invité il y a quelques mois chez Tucker Carlson aux États-Unis, dans son émission, lors d'une interview avec lui, et vous y avez évoqué le rôle des banquiers il y a déjà 100 ans, pendant la Première Guerre mondiale. Tout cela a donc une longue histoire.

[Prof. Werner]

Tout à fait. Et on peut se demander comment les Européens peuvent tolérer ça. Bon, si on prend l'exemple de l'Allemagne, c'est bien sûr évident. Depuis 1945, les Allemands sont fortement influencés par les médias et par l'école. À l'époque, il s'agissait d'un programme officiel mis en place par les Américains, visant à « rééduquer » les Allemands, et il semble que ce programme se poursuive encore aujourd'hui. On y consacre donc énormément d'argent, d'énergie et de main-d'œuvre pour manipuler les gens – un lavage de cerveau, en quelque sorte, qui consiste à se laisser faire, et ça a bien sûr eu une grande influence à bien d'autres égards. Et les autres pays européens, eux, sont tombés dans le piège de l'UE. En fait, la situation juridique est telle que l'Allemagne est sous le contrôle de la CIA, dans la mesure où les Américains n'ont jamais renoncé, de facto, à leurs pouvoirs d'occupation. Ils n'y ont pas renoncé. Quant aux autres pays européens, il a d'abord fallu les asservir à nouveau, et c'est l'UE qui s'en charge. Et en même temps, l'Allemagne, justement, ne doit

pas retrouver cette souveraineté, car, après tout, tout le monde a déjà renoncé à sa souveraineté au sein de cette UE. Et l'UE est une institution extrêmement antidémocratique. Très peu de gens en ont conscience. En somme, son organisation juridique est celle d'une dictature. C'est une dictature, et quand on dit ça, on se dit : « Oui, c'est formulé de manière un peu polémique, il dit que c'est la dictature de Bruxelles. » Mais d'un point de vue juridique, c'est une dictature, et le mieux est de la comparer tout simplement à l'Union soviétique. Car l'Union soviétique, comme nous en convenons tous aujourd'hui, c'était clairement une dictature. Mais elle affirmait que c'était une démocratie, et sur quoi reposait cet argument ? Écoutez, on a un Parlement, avec des élus qui y discutent de toutes sortes de sujets, de lois, etc. Mais l'essentiel, c'est qu'il ne s'agissait pas de véritables législateurs, ce n'étaient pas des législateurs. Bon, nous sommes ici au Bundestag, ce sont des législateurs, mais malheureusement, ils sont bien sûr contournés par Bruxelles, et c'est Bruxelles qui, à ce stade, détient la suprématie. Mais l'UE n'est pas démocratique, tout simplement, et le Parlement européen, tel qu'il existe, n'est pas un véritable parlement. Ce ne sont absolument pas des législateurs : ils n'ont pas le pouvoir de rédiger, de présenter puis d'adopter les lois ; jusqu'à présent, toutes les lois ont été rédigées par la Commission européenne. C'est de là qu'elles viennent, et les législateurs, c'est eux ; en d'autres termes, le Parlement n'est pas un véritable parlement. Bon, les gens qui y occupent un poste de député européen n'aiment pas non plus en parler, car ils touchent un salaire assez conséquent, en grande partie exonéré d'impôt, ainsi que toutes sortes d'indemnités, et, en réalité, c'est un cirque, car il s'agit d'une dictature. Tout est décidé à Bruxelles : c'est là que les lois sont rédigées, puis adoptées. Le Parlement peut ralentir un peu le processus et des débats ont parfois lieu, mais ça ne change rien au fait que les lois ont été rédigées à Bruxelles par les commissaires, par ces dictateurs. Bon, et voilà donc où nous en sommes : tous ces pays démocratiques, ou plutôt anciennement démocratiques, ont déjà renoncé à leur souveraineté et sont désormais asservis par une dictature. Et ça a bien sûr eu un impact considérable sur les médias. Tout cela a été préparé de longue date, étape par étape, et on s'est toujours assuré que les médias – c'est-à-dire les grands médias, les médias officiels en quelque sorte – soient toujours du même côté et ne mettent jamais l'accent sur ce genre de choses ni n'expliquent aux gens comment les choses se passent réellement. Et du coup en Europe, il y a trop de gens qui ne savent pas ce qui se passe réellement. Et quand on entend dire : « Voilà, la monnaie numérique arrive enfin, c'est génial, c'est un progrès, c'est efficace », on ne met alors en avant que les aspects théoriquement positifs que cet outil présenterait s'il était géré de manière véritablement démocratique. Mais il est entre les mains d'une dictature, comme Bruxelles et la BCE, car, comme je l'ai dit, il ne s'agit pas de la suite de la Bundesbank, mais de la Reichsbank ressuscitée, une banque centrale très antidémocratique, très puissante, indépendante et qui, de facto, n'a de comptes à rendre à personne, qui peut tout faire, tout ce qu'elle veut. Et bien sûr ça sert les intérêts de la dictature européenne de Bruxelles. Et si c'est effectivement ce genre de système, alors c'est catastrophique, c'est le scénario le plus pessimiste.

[Présentateur]

Vous avez dit, en passant, que les Américains n'ont en quelque sorte jamais renoncé à leur statut de puissance d'occupation. L'Allemagne n'est-elle donc actuellement pas souveraine, ni vis-à-vis de l'UE, ni vis-à-vis des Américains ?

[Prof. Werner]

Non, l'Allemagne n'est pas souveraine, c'est d'ailleurs ce qu'avait déclaré M. Schäuble, alors ministre des Finances. Depuis 1945, l'Allemagne n'a pas été souveraine un seul jour.

Comment cela se traduit-il concrètement ? Eh bien, nous voyons bien sûr les aspects formels. Nous n'avons pas de Constitution, nous avons une Loi fondamentale, comme c'est habituellement le cas dans les zones d'occupation. Et, à l'origine, il s'agissait officiellement d'une administration d'occupation jusqu'au début des années 90, et nous n'avons pas de traité de paix. Au regard de la Charte de l'ONU, nous sommes toujours considérés comme un pays ennemi et dans ce traité « 2 + 4 » [Traité de Moscou ou traité 2+4], on a pourtant l'impression : « Oh, voilà nous sommes tout à coup souverains ! » Mais quand on y regarde de plus près, ce n'est en réalité pas tout à fait le cas, car dans ce traité, les puissants restent les Alliés et le « 2 + 4 » : les 4, ce sont les Alliés, et les 2, ce sont les spectateurs, c'est-à-dire l'ancienne RDA et la République fédérale d'Allemagne. C'étaient les signataires de ce traité, et ce que les Alliés y ont alors consigné... Bon, ils l'ont bien consigné, mais dans les faits, ils n'ont pas vraiment cédé leur pouvoir. Et parallèlement, bien sûr, ça impliquerait une nouvelle cession d'éléments de souveraineté à l'OTAN, qui serait naturellement dirigée par les Américains ; nous n'y voyons donc aucune souveraineté.

[Présentateur]

En fait, si on examine l'histoire, il y a bien eu des projets et des réflexions visant à éliminer l'Allemagne après 1945 – complètement. Il y a d'ailleurs eu des débats, des débats houleux aux États-Unis, selon lesquels il ne fallait pas utiliser la bombe atomique contre l'Allemagne. Et c'est alors que s'est imposé le camp qui affirmait : « Non, nous allons la remettre sur pied, car nous avons besoin d'elle pour ériger, en quelque sorte, un rempart contre les Soviétiques, mais aussi pour relancer l'économie après la Seconde Guerre mondiale. » L'Allemagne est le bailleur de fonds du monde entier. Grâce à ses subventions, l'Allemagne maintient l'Union européenne à flot. Et puis il y a aussi la guerre en Ukraine, avec ses milliards : sans l'Allemagne, plus rien ne fonctionnerait. Et pourtant, on a désormais l'impression que, depuis 10 à 20 ans, l'Allemagne est appelée à servir de bouc émissaire. Les anciens projets vont-ils finalement être mis en œuvre ?

[Prof. Werner]

Oui, eh bien, il semblerait effectivement que le plan « Morgenthau » soit en train d'être mis en œuvre. Ce plan Morgenthau prévoyait déjà à l'époque, c'est le ministre des Finances, le secrétaire au Trésor américain de 1945 qui en était à l'initiative — que l'Allemagne devait en principe être anéantie, et notamment désindustrialisée, car sa puissance économique est - et a toujours été - une épine dans le pied de certaines personnes. Premièrement, la désindustrialisation, et deuxièmement, la population : en réalité, nous voulons remplacer la population. C'était cela le plan Morgenthau, et bien sûr, si on examine la situation depuis 2015, on constate que ces deux mesures sont en train d'être mises en œuvre.

[Présentateur]

Le professeur d'université Hutten, l'auteur de la phrase suivante, a d'ailleurs réaffirmé et précisé en détail ce point : « Il faudrait, dans la mesure du possible, envoyer les hommes allemands dans des camps de prisonniers de guerre à l'étranger et installer un grand nombre de ressortissants non allemands. » Et c'est exactement ce que nous observons depuis 2015, même avant : on constate une accélération. Bien sûr, ça peut être une coïncidence malheureuse, mais quand on se penche sur tous ces éléments et surtout qu'on les examine sur plusieurs décennies, on a toujours beaucoup de mal à croire aux coïncidences. Vous avez soulevé un point très intéressant, à savoir que ceux qui provoquent toutes ces situations ou qui les planifient à l'avance ne pensent absolument pas en termes de peuples ou d'États-nations, et d'ailleurs vous avez évoqué de manière très intéressante chez Tucker

Carlson la façon dont la Banque du Reich allemand et les finances américaines étaient plus ou moins liées à une seule et même famille. Souhaitez-vous rappeler cela au public allemand ? Nous ne le savons probablement pas.

[Prof. Werner]

Oui, ce que je veux dire, c'est que c'est un bon exemple qui montre que les circuits financiers en coulisses sont extrêmement importants. Et il suffit d'examiner les flux financiers pour voir ce qui se passe réellement. C'était au moment où les États-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne, en 1917. Les États-Unis et l'Allemagne étaient désormais en guerre l'un contre l'autre, et à cette époque, la situation était la suivante : certes, les soldats devaient s'entretuer, se fracasser le crâne, mais par ailleurs l'économie de guerre était une économie organisée de manière très centralisée, et au sommet de cette pyramide se trouve bien sûr la banque centrale. En Allemagne, il s'agissait justement de la Reichsbank, et aux États-Unis, de la Réserve fédérale, créée spécialement à cette fin, à point nommé. En effet, pendant la majeure partie de l'histoire des États-Unis il n'y avait pas de banque centrale et ça s'est très bien passé. Mais là, la Réserve fédérale a été créée par toutes sortes de manœuvres possibles : elle a été adoptée fin 1913 puis constituée en 1914. Dès lors, qui sont les personnalités clés de ces deux banques centrales, qui se trouvent à la tête de l'économie et, de facto, de l'économie de guerre ? C'était en Allemagne... Max Warburg était, de facto, l'homme le plus important de la Reichsbank. On le voit par exemple à la façon dont il apposait sa signature : lorsque des personnalités importantes étaient nommées, comme le directeur de la Reichsbank, par exemple, on y trouvait sa signature, ainsi que, bien sûr, celle d'Adolf Hitler. Du côté allemand c'était donc Max Warburg ; aux États-Unis, le fondateur, le véritable fondateur de la Réserve fédérale, était son frère Paul Warburg, qui était bien sûr lui aussi citoyen allemand jusqu'en 1911. Il est venu aux États-Unis et a ensuite fondé la Réserve fédérale ; certes, il n'a jamais été gouverneur ni le dirigeant officiel, tout comme Max Warburg, mais il a tout de même été l'un des principaux administrateurs, qui ont occupé ce poste pendant très longtemps et qui tiraient les ficelles ; dans son cas, c'est d'ailleurs lui qui, en principe, a rédigé l'ensemble du cadre juridique lorsque celui-ci a été élaboré, définissant l'organisation de la Réserve fédérale, etc. Nous avons donc deux frères à la tête des économies de guerre de ces pays qui s'affrontent, tandis que les soldats doivent s'entretuer, ce qui montre bien sûr comment ça fonctionne.

[Présentateur]

C'est vraiment incroyable qu'une même famille puisse tirer profit des deux camps belligérants en étant, en quelque sorte directement impliquée dans l'économie de guerre ou dans son financement. Financer, c'est toujours faire des affaires. Si nous revenons au présent, nous constatons que la guerre actuelle, par exemple celle en Ukraine, ne semble pas près de prendre fin alors que nous sommes à la mi-septembre : Ursula von der Leyen annonce à nouveau fièrement qu'un nouveau programme de 5 milliards est lancé pour l'armement ukrainien, pour les drones. C'est un véritable puits sans fond.

[Prof. Werner]

C'est une prime, c'est une prime pour les Ukrainiens, qu'il faut exterminer. Il semblerait qu'il reste encore quelques Ukrainiens qui n'ont pas encore péri ; apparemment, deux millions sont morts : il faut donc continuer les combats. Bien sûr, du côté russe aussi, il y a eu de très nombreux morts. C'est donc extrêmement tragique, triste, inutile et sans intérêt, car tout cela aurait bien sûr pu être évité dès le début. Il y a eu aussi ce traité de paix dès le début, dans lequel le camp occidental, la Grande-Bretagne, est intervenu. "Non, surtout pas : continuez

comme ça, nous vous soutenons. Continuez à vous entretuer." Et simultanément, ça saigne l'économie de l'UE, car ce n'est pas productif. Certes, relancer l'économie de guerre stimule l'économie, mais c'est extrêmement improductif et ne conduit pas à une amélioration du niveau de vie. C'est tout le contraire : ce sont là des richesses qui sont brûlées, tirées et réduites en poudre, alors qu'elles pourraient être utilisées à des fins productives. Il suffit de faire un petit tour en Chine pour voir ce qui s'y passe : là-bas, en pourcentage, on consacre très peu de moyens à l'armée, mais beaucoup au bien-être de la population et à ce qu'on peut offrir, tant dans les villes qu'à la campagne, en termes d'infrastructures et de possibilités. On voit ainsi clairement quelle alternative serait possible si l'argent dépensé n'était pas gaspillé dans des guerres.

[Présentateur]

Oui, peut-être pour quelqu'un qui ne s'y intéresse pas trop. En parlant d'économie productive, vous faites référence aux infrastructures, avec la construction de tramways et de métros pour permettre aux gens de se déplacer plus vite d'un point A à un point B, ce qui est plus confortable et plus respectueux de l'environnement ; ou encore aux machines de production, afin que les gens puissent trouver du travail, mais aussi que les biens produits servent au bien-être de la population, c'est-à-dire qu'ils soient réintégrés dans un cycle, alors que l'économie de guerre aboutit inévitablement à l'utilisation du matériel de guerre, synonyme de mort, de ruine et de destruction. Qui en profite donc lorsqu'une telle guerre éclate ? Parce qu'on a très tôt évoqué le fait que de grands détenteurs de capitaux comme BlackRock et des gestionnaires d'actifs s'étaient assurés certains droits là-bas. Habeck a déclaré un jour, lors du Forum économique mondial, que nous étions responsables des investissements réalisés par les investisseurs sur place, c'est-à-dire que l'État allemand en est responsable. La reconstruction est-elle déjà prise en compte dans le coût de cette guerre, que les contribuables des pays assez bêtes pour s'y être engagés devront à nouveau payer ?

[Prof. Werner]

Oui, je pense que oui. Mais il s'agit bien sûr aussi d'une question de contrôle. Certaines entreprises et certains particuliers ont investi massivement dans ce secteur et se sont assurés des droits. Il y aura une reconstruction, mais celle-ci ne profitera ni aux Ukrainiens ordinaires, ni aux Européens en général. Oui, il s'agit d'accaparement de terres, évidemment. De fait, ces terres sont alors relativement dépeuplées, n'est-ce pas ? C'est bien ce qui se produit. Et ça semble aussi faire partie de ce calcul. Tout ça est donc très, oui, très cynique. Et il est tout à fait clair qu'il faut avant tout veiller à ce que la guerre cesse. Mais cela semble être tabou en Occident.

[Présentateur]

Vos analyses vous permettent-elles d'observer la géopolitique avec la même attention, et pourrait-on supposer que vous suivez également certains flux financiers et préparatifs ? Pensez-vous qu'il y aura une guerre ? Pour de vrai. Je dis ça parce que les provocations de la part de l'Union européenne ou du gouvernement fédéral allemand, les accusations concernant les drones et tout le reste à l'encontre de la Russie, nous en sommes maintenant témoins chaque semaine. Mais pensez-vous qu'une guerre ouverte pourrait réellement éclater, entre l'Allemagne et la Russie ou entre l'UE et la Russie ?

[Prof. Werner]

Il faut dire que l'UE, les pays de l'OTAN et nos responsables politiques, c'est-à-dire ceux qui

ont jusqu'à présent leur mot à dire, sont vraiment extrêmement impatients de déclencher une guerre avec la Russie. Et c'est bien sûr une très mauvaise situation. Cela rend très probable une guerre avec la Russie et, par conséquent, une Troisième Guerre mondiale. Pourrait-on les destituer, d'une manière ou d'une autre, porter au pouvoir en Occident d'autres personnes, des gens sensés ? Ce serait un espoir, mais c'est une question. Pour l'instant, tout semble aller dans le sens d'une guerre avec la Russie, ce qui est en réalité complètement fou, absurde. Car ça n'a aucun sens. On ne peut pas gagner la guerre. Et les coûts, c'est tout simplement catastrophique, y compris bien sûr sur le plan humain. C'est une catastrophe gigantesque vers laquelle les puissants nous entraînent. Qui sont ces puissants ? Vous avez évoqué tout à l'heure le Covid, la période du Covid. C'était en fait très intéressant de voir à quel point tout était bien coordonné à ce moment-là.

Fondamentalement, les puissants de ce monde ont ainsi montré toute l'étendue de leur pouvoir. Car les mesures liées au Covid, vous savez, je viens d'une famille de médecins et c'était en fait complètement absurde, ça ne faisait aucun doute. Il s'agissait d'une combinaison très spécifique de mesures absurdes, mais mises en œuvre simultanément par tous les pays, selon cette combinaison particulière et insensée. Et bien sûr ce n'est pas un hasard, c'est évident. On voit donc là une bonne coordination, et même s'il y a eu des résistances, cela a quand même été imposé. Beaucoup de choses ont été imposées. Ça montre bien qu'il existe un petit nombre d'acteurs qui planifient ce genre de choses de manière centralisée et qui parviennent à s'imposer, du moins en Europe Occidentale et en Amérique du Nord, ainsi que dans quelques pays des « Five Eyes » – c'est-à-dire l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc. – et au Japon, qui fait en réalité partie de la sphère d'influence américaine, de l'empire américain. Et probablement d'autres pays aussi. Il y avait donc ces planificateurs centraux. La planification était centralisée, on ne peut pas le nier. Et « ils veulent cette guerre contre la Russie », voilà apparemment le nouveau refrain qu'il faut chanter désormais. Et si c'est le cas, la situation s'annonce mal. À mon avis, le président Poutine s'est montré très patient jusqu'à présent. Cette provocation, ces rumeurs incessantes, souvent totalement inventées, qui sont ensuite largement relayées dans les médias, ces allégations en Grande-Bretagne, en Allemagne, tout ce qui est en réalité très anti-russe, tout ça dans un seul but, ce n'est pas autre chose que de l'incitation à la guerre, attiser ainsi la haine de la population contre la Russie et l'inciter à voter en faveur d'une entrée active en guerre. Il semblerait que l'objectif soit de provoquer la Russie jusqu'à ce qu'elle riposte, c'est-à-dire en utilisant des armes à longue portée qui seraient alors, bien sûr, tirées depuis l'Ukraine, mais contrôlées par la Bundeswehr, par exemple, ou par le Royaume-Uni ou la France, et dirigées par les forces de l'OTAN. En réalité, ça se produit déjà, et les Russes ont déjà déclaré qu'ils avaient désormais le droit de riposter contre l'Occident, contre l'UE et contre les pays de l'OTAN eux-mêmes, mais ils ne l'ont pas encore fait. Mais si les provocations se poursuivent et vont encore plus loin, je crains qu'à un moment donné la patience finisse par s'épuiser. C'est d'ailleurs ce que nous avons entendu la semaine dernière : M. Lavrov, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré que la patience russe avait aussi ses limites. Si ça se produit, les choses pourraient dégénérer et nous ne devons pas l'accepter. Je dis toujours que nous laissons faire beaucoup trop de choses à nos responsables politiques, que les Allemands sont tout simplement trop dociles et qu'ils ont bien sûr été manipulés pendant très longtemps par les médias, le système scolaire, etc., mais il est temps de ne plus accepter cela. Et ça vaut bien sûr aussi pour la politique économique. Le fait est que nous avons évoqué le « plan Morgenthau », qui vise à désindustrialiser l'Allemagne et à détruire son économie, et c'est exactement ce qui se passe. Nous ne devons pas accepter cela, car l'Allemagne pourrait sans problème afficher une croissance de 10 %, voire 12 %, chaque année pendant des décennies : le revenu

national doublerait ainsi tous les cinq ou six ans, puis encore et encore. C'est ce que les Chinois ont accompli en 40 ans, et cela montre justement que nous pourrions connaître la plus grande prospérité qu'on puisse imaginer et qu'elle pourrait être bien répartie, de sorte que tout le monde en profite. Nous pouvons créer un monde comme celui-là. Les personnes qui prennent les décisions en ce moment ne veulent pas de ça, elles ont des projets tout à fait différents, mais nous ne devons pas laisser faire cela, nous devons agir dès maintenant pour y remédier.

[Présentateur]

C'est en fait une bonne conclusion. Mais je dois tout de même boucler la boucle que nous avons ouverte au début. Je vais essayer d'être bref. Si une guerre éclatait aujourd'hui, elle accélérerait tout et mettrait bien sûr en évidence cette destruction dramatique, visible par tous. Mais une évolution fulgurante pourrait également se produire sans guerre au cours des cinq à dix prochaines années, et nous nous retrouverions alors dans une prison numérique. Le téléphone portable est-il ainsi l'instance de contrôle qui nous dirige tous, ou cela va-t-il encore plus loin ? À votre avis, comment ce système de contrôle se traduira-t-il concrètement ?

[Prof. Werner]

Eh bien, la BCE veut imposer la monnaie numérique de banque centrale, alors que personne n'en veut et que personne n'en a besoin. Il n'y a aucune raison valable. Tout ça est d'ailleurs assez mystérieux. On le voit bien : il ne s'agit pas des objectifs officiellement affichés, mais de contrôle. En effet, nous avons déjà utilisé jusqu'à présent une monnaie numérique bancaire, mais pas une monnaie numérique de banque centrale ; les banques créent elles aussi de la monnaie par le biais de la création de crédit, et c'est cette monnaie numérique que nous avons utilisée. Mais c'est décentralisé, et ce n'est pas ce que veulent les partisans de la planification centralisée. Eux, ils veulent tout centraliser. Nous devons nous y opposer. C'est justement là le gros problème : la centralisation des décisions, la centralisation du contrôle sur l'infrastructure numérique et, par conséquent, le contrôle sur nous-mêmes. Tout ça doit être décentralisé : l'ensemble des structures de pouvoir et des décisions. C'est un principe prussien ancien qui a fait ses preuves. Grâce à la décentralisation et au principe de subsidiarité, l'armée prussienne a connu un immense succès. Au front, l'officier doit disposer d'un pouvoir de décision. Pour ça, il faut bien former les gens, mais c'est formidable car on se retrouve alors avec une population générale très bien formée. En parallèle, il faut agir de la même manière au niveau politique. C'était d'ailleurs le principe prussien. Malheureusement, depuis des décennies c'est toujours le contraire qui se produit. Le contrôle, la centralisation et la monnaie numérique de banque centrale. Celle-ci doit bien sûr être introduite. Comme personne n'en veut, il faut alors trouver un prétexte ou une crise, comme toujours. Je crains que ça ne provoque une crise bancaire en Allemagne. J'avais déjà mis en garde contre ça : la BCE a provoqué cette bulle immobilière, qui a atteint son apogée en 2022 et qui est en baisse depuis. Et puis, même si on peut retarder ce moment, ça finira par détruire le système bancaire, parce que les banques n'ont tout simplement pas accordé de crédits pour les investissements productifs. Il s'agit là du mécanisme classique. C'est alors que l'euro numérique sera introduit, car tout le monde retirera ses fonds des banques, qui disparaîtront soudainement. Il ne restera alors plus qu'une seule banque : la banque centrale. Comme en Union soviétique. Eux aussi n'avaient qu'une seule banque : la banque centrale. C'est l'objectif des responsables de la banque centrale. À quoi cela ressemblera-t-il alors ? Si les responsables de la banque centrale parviennent à imposer leur volonté de manière idéale, ça se traduira, d'une certaine manière, par l'implantation de

micropuces sous la peau, voire ailleurs, peut-être même dans le cerveau.

[Présentateur]

Va-t-on encore nous faire croire que c'est si pratique que ça ?

[Prof. Werner]

Oui, c'est efficace. On ne peut pas le perdre, donc peu importe. Il y a toujours des raisons. C'est là qu'intervient tout ce qui touche au transhumanisme. C'est en fait déjà devenu une sorte d'industrie, dont l'objectif est de relier la machine et l'homme, puis d'intégrer l'ensemble du système numérique – et bien sûr l'IA – à l'être humain. Ce serait génial d'avoir un implant de ce genre, avec une IA intégrée : ça faciliterait beaucoup la réflexion. L'IA se chargerait alors de réfléchir à notre place. Je pense que c'est ça, l'objectif. Comme je l'ai dit, c'est lié à l'IA. L'IA est l'outil de contrôle qui sera alors associé à la monnaie numérique de la banque centrale, et nous nous retrouverons alors dans une prison totale. C'est pire que tout ce que George Orwell aurait pu imaginer.

[Présentateur]

Mais vous avez tout de même une vision très positive de la situation. Vous pensez que nous allons y arriver, sinon vous n'argumenteriez pas constamment contre cela et vous ne vous exposeriez pas ainsi avec un tel courage.

[Prof. Werner]

Oui, je suis optimiste. C'est un défi gigantesque, mais c'est justement pour ça que nous devons maintenant faire de notre mieux pour éviter que ça n'arrive. Je suis également optimiste en ce qui concerne les Allemands, car je vois en eux beaucoup de choses positives. Il suffit de les réveiller un peu, et ils vont bien devoir sortir de leur torpeur. Il est temps de sauver non seulement l'Allemagne, mais aussi le monde entier.

[Présentateur]

C'est le mot de la fin, Monsieur le professeur Werner. Merci beaucoup pour cet entretien. Nous poursuivrons cette discussion, nous parlerons alors des possibilités de croissance de la prospérité, des aspects positifs, et j'attends avec impatience notre prochain entretien. Merci beaucoup.

[Prof. Werner]

Je vous remercie.

de rw.

Sources :

Interview de Auf1

<https://www.youtube.com/watch?v=2zS5Q1wXxec&t=911s>

Croissance économique

<https://www.tagesschau.de/wirtschaft/weltwirtschaft/oecd-wachstum-deutschland-100.html>

<https://www.businessinsider.de/wirtschaft/konjunktur-rezession-inflation-deutschland-wird-schlusslicht-beim-wachstum-kranker-mann-europas-c/>

Évolution du PIB

<https://service.destatis.de/DE/vgr-monitor-deutschland/bip.html>

Taux de pauvreté

<https://de.statista.com/themen/120/armut-in-deutschland/>

Pénurie de logements

<https://www.boeckler.de/de/auf-einen-blick-17945-20782.htm>

Cela pourrait aussi vous intéresser :

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ des choses peu entendues, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous !

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter : www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité :

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la presse du système, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet !

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence : [Licence Kla.TV standard](#)

Kla.TV produit toutes ses émissions bénévolement et sans but lucratif. La diffusion de nos produits par votre intermédiaire est notre seul salaire !
Pour en savoir plus : www.kla.tv/licence